Tableau 1

Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité

Participant au marché financier HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A., LEI :213800KNC1J1NJ1IYR95

Résumé

HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A., LEI - 213800KNC1J1NJ1IYR95 prend en considération les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

La présente déclaration est la déclaration consolidée relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité de HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A.

La présente déclaration relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité couvre une période de référence allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Nous (HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A.) reconnaissons que les risques liés à la durabilité peuvent entraîner des résultats ayant des incidences négatives sur la valeur des produits financiers.

Notre intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, tels que définis dans nos politiques et normes d'investissement responsable, aborde les principales incidences négatives importantes dans notre recherche fondamentale et contribue aux décisions d'investissement dans notre processus d'investissement. Nous tenons compte de ces incidences dans le cadre de nos activités de vote et d'engagement ainsi que dans d'autres politiques qui expriment nos objectifs en matière de durabilité et définissent les mesures que nous prenons pour les atteindre. Cette approche nous permet de gérer ces incidences négatives et ces risques en matière de durabilité dans nos investissements. Les principales incidences négatives pertinentes comprennent l'ensemble des incidences sur le climat, l'environnement, la société, le personnel et les droits de l'homme dont la prise en compte est obligatoire et pour lesquelles des indicateurs obligatoires ont été définis, ainsi que les incidences liées aux émissions de carbone et aux droits de l'homme pour lesquelles des indicateurs facultatifs supplémentaires ont été définis et pour lesquelles nous expliquons les mesures que nous avons prises, les mesures prévues et les objectifs que nous avons fixés.

En tant que gestionnaire d'actifs d'envergure offrant une gamme de produits gérés activement et passivement, les indicateurs des principales incidences négatives (PAI) pertinents seront inclus dans notre processus d'investissement par le biais de l'intégration, de l'engagement et/ou de l'exclusion.

Pour nos produits d'investissement, les indicateurs des principales incidences négatives seront pris en compte dans la construction du portefeuille par le biais de techniques de filtrage, d'inclinaison et autres.

Dans notre définition de l'investissement durable en vertu du Règlement, les PAI pertinentes sont prises en compte parmi les critères consistant à « ne pas causer de préjudice important ».

Nous expliquons notre approche du vote lors des réunions d'entreprise dans nos Directives de vote ; les sociétés qui ne gèrent pas correctement les PAI peuvent faire l'objet de sanctions liées à ce vote.

En raison du manque de disponibilité des données, les Actifs privés (comme la Dette privée) ne sont pas inclus dans la présente déclaration relative aux PAI. Toutefois, si des données deviennent disponibles à l'avenir, elles seront incluses.

Notre Plan de gérance définit notre approche en matière d'engagement, y compris le renforcement de l'engagement lorsque les entreprises ne répondent pas correctement aux préoccupations soulevées concernant les incidences négatives.

Notre Plan de gérance fournit de plus amples détails sur ce que nous attendons des sociétés en matière de gestion des incidences négatives.

Davantage d'informations sur notre approche en matière de filtrage, de processus d'investissement et d'engagement sont fournies dans des politiques et engagements spécifiques, notamment sur les armes interdites, l'énergie et le charbon thermique.

En ce qui concerne les questions liées au changement climatique en particulier, l'objectif de zéro émission nette et de réduction intermédiaire des émissions de notre entité mère HSBC Global Asset Management Ltd est l'expression la plus importante de notre ambition.

Les politiques mentionnées sont disponibles sur notre site Web : www.assetmanagement.hsbc.lu/en/professional-clients/about-us/responsible-investing/policies

L'objectif intermédiaire de réduction nette des émissions est disponible à l'adresse suivante : www.netzeroassetmanagers.org/signatories/hsbc-asset-management

Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés					
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT					
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	2,836,716.71	3,244,041.18	<p>Éligibilité = 51 % Couverture = 43 % Fournisseur de données : S&P Trucost</p> <p>Le niveau 1 désigne les émissions de GES (en tonnes d'équivalent CO₂) provenant de sources d'émission directe détenues ou contrôlées par une société, à savoir les émissions directes résultant de la combustion de combustibles fossiles, tels que le gaz, le pétrole ou le charbon, pendant leur processus de production. Dans le cadre du SFDR, les émissions de GES font référence aux « émissions financées ». Par exemple, si un portefeuille détient 10 % d'une société donnée, il financerait 10 % de ses émissions. Pour obtenir le total, nous additionnons les émissions absolues de GES de niveau 1 divisées par la valeur d'entreprise, puis multiplions par l'investissement pour toutes les sociétés en portefeuille. La valeur d'entreprise, liquidités incluses (EVIC) en millions d'euros, est fournie par FactSet.</p> <p>Limite des données : les données sur les émissions de GES de niveau 1 ont principalement été communiquées par la société ou estimées par S&P Trucost en l'absence de rapports de la société. Il n'y a pas de couverture à 100 % pour ces éléments de mesure. Bien que notre fournisseur de données S&P Trucost s'efforce de fournir une couverture complète pour l'ensemble de l'univers possible des participations, celle-ci peut parfois présenter des défauts en raison du fait que les sociétés ne signalent pas toujours leurs émissions et qu'il n'est pas approprié d'estimer les émissions non déclarées pour les catégories d'actifs ou les sous-secteurs de niche. Une autre faille dans la couverture est possible lorsque notre participation se situe au niveau de la filiale et que les émissions ne sont déclarées qu'au niveau de la société mère, sans que la part de la filiale ne puisse être déterminée.</p> <p>Ces points de données sont mesurés en tonnes d'équivalent CO₂ par million d'euros de chiffre d'affaires. Ils couvrent l'ensemble du spectre des émissions de GES et pas seulement le CO₂. C'est pourquoi nous les considérons comme parfaitement adaptés à la définition des PAI. Il est important de noter que nous avons décidé de prendre en compte l'intensité carbone pour certaines obligations vertes approuvées en interne. Ces obligations sont uniques dans leur engagement à financer spécifiquement des projets climatiques et environnementaux, un fait qui a été validé en interne par un comité dédié de HSBC Asset Management. Les produits de ces obligations vertes financent des projets qui génèrent un impact positif sur l'environnement et/ou le climat, tels que des projets d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de transport propre, de gestion durable de l'eau, de gestion durable des déchets et de préservation de la biodiversité. Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits.</p>	<p>Notre entité mère HSBC Global Asset Management Ltd est signataire de l'initiative Net Zero Asset Managers et a pour objectif la neutralité carbone pour 2050, tous actifs confondus.</p> <p>En novembre 2022, HSBC Asset Management a annoncé son ambition de réduire les émissions de carbone de niveaux 1 et 2 de 58 % d'ici 2030 pour 38 % de ses actifs sous gestion. Les actifs sous gestion dans le cadre de cet objectif se composent d'actions cotées et de titres à revenu fixe d'entreprises gérés au sein de nos principaux centres d'investissement au Royaume-Uni, à Hong Kong, en France, en Allemagne et aux États-Unis. Ils s'élevaient à 193,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019. La mise en œuvre des objectifs de zéro émission nette dépend toujours de la consultation des parties prenantes, y compris des investisseurs et des comités de fonds pour le compte desquels nous gérons les actifs.*</p> <p>* L'intensité des émissions de carbone est mesurée en tonnes d'émissions de CO₂/millions de dollars investis et est basée sur des valorisations à certains moments au 31 décembre 2019.</p> <p>* La projection basée sur des hypothèses pour les marchés financiers et d'autres données a fixé un objectif intermédiaire de réduction du périmètre. Nous avons commencé l'élaboration d'une feuille de route afin de soutenir la réalisation de notre objectif, axé sur l'engagement, l'alignement net zéro des sociétés bénéficiaires des investissements et l'intégration de l'alignement net zéro dans les considérations d'investissement pour nos actions cotées et nos actifs à revenu fixe d'entreprises. Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/l'OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition des plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.</p>
	Émissions de GES de niveau 2 - Tonnes d'équivalent CO ₂	671,876.90	612,287.26	<p>Éligibilité = 51 % Couverture = 43 % Fournisseur de données : S&P Trucost</p> <p>Le niveau 2 comprend les émissions indirectes de GES des entreprises (en tonnes d'équivalent CO₂) provenant des achats ou acquisitions d'électricité, de vapeur, de chaleur et de refroidissement nécessaires à la fabrication du produit. Dans le cadre du SFDR, les émissions de GES font référence aux « émissions financées ». Par exemple, si un portefeuille détient 10 % d'une société donnée, il financerait 10 % de ses émissions. Pour obtenir le total, nous additionnons les émissions absolues de GES de niveau 2 divisées par la valeur d'entreprise, puis multiplions par l'investissement pour toutes les sociétés en portefeuille. L'EVIC en millions d'euros est fourni par FactSet.</p> <p>Limite des données : les données sur les émissions de GES de niveau 2 ont principalement été communiquées par la société ou estimées par S&P Trucost en l'absence de rapports de la société. Il n'y a pas de couverture à 100 % pour ces éléments de mesure. Bien que notre fournisseur de données S&P Trucost s'efforce de fournir une couverture complète pour l'ensemble de l'univers possible des participations, celle-ci peut parfois présenter des défauts en raison du fait que les sociétés ne signalent pas toujours leurs émissions et qu'il n'est pas approprié d'estimer les émissions déclarées pour les catégories d'actifs ou les sous-secteurs de niche. Une autre faille dans la couverture est possible lorsque notre participation se situe au niveau de la filiale, et que les émissions ne sont déclarées qu'au niveau de la société mère, sans que la part de la filiale ne puisse être déterminée.</p> <p>Cette PAI est mesurée en tonnes d'équivalent CO₂ et couvre l'ensemble du spectre des émissions de GES et pas seulement le CO₂. C'est pourquoi nous la considérons comme parfaitement adaptée à la définition des PAI. Il est important de noter que nous avons décidé de prendre en compte l'intensité carbone pour certaines obligations vertes approuvées en interne. Ces obligations sont uniques dans leur engagement à financer spécifiquement des projets climatiques et environnementaux, un fait qui a été validé en interne par un comité dédié de HSBC Asset Management. Les produits de ces obligations vertes financent des projets qui génèrent un impact positif sur l'environnement et/ou le climat, tels que des projets d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de transport propre, de gestion durable de l'eau, de gestion durable des déchets et de préservation de la biodiversité. Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits.</p>	<p>Notre entité mère HSBC Global Asset Management Ltd est signataire de l'initiative Net Zero Asset Managers et a pour objectif la neutralité carbone pour 2050, tous actifs confondus. En novembre 2022, HSBC Asset Management a annoncé son ambition de réduire les émissions de carbone de niveaux 1 et 2 de 58 % d'ici 2030 pour 38 % de ses actifs sous gestion. Les actifs sous gestion dans le cadre de cet objectif se composent d'actions cotées et de titres à revenu fixe d'entreprises gérés au sein de nos principaux centres d'investissement au Royaume-Uni, à Hong Kong, en France, en Allemagne et aux États-Unis. Ils s'élevaient à 193,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019. La mise en œuvre des objectifs de zéro émission nette dépend toujours de la consultation des parties prenantes, y compris des investisseurs et des comités de fonds pour le compte desquels nous gérons les actifs.*</p> <p>* L'intensité des émissions de carbone est mesurée en tonnes d'émissions de CO₂/millions de dollars investis et est basée sur des valorisations à certains moments au 31 décembre 2019.</p> <p>* La projection basée sur des hypothèses pour les marchés financiers et d'autres données a fixé un objectif intermédiaire de réduction du périmètre.</p> <p>Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/l'OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition pour les plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.</p>

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
	Émissions de GES de niveau 3 - Tonnes d'équivalent CO ₂	2,647,533.14	2,730,677.49	<p>Éligibilité = 51 % Couverture = 43 % Fournisseur de données : S&P Trucost</p> <p>Les émissions de GES de niveau 3 comprennent toutes les autres émissions indirectes (non incluses dans les niveaux 1 et 2) générées tout au long de la chaîne de valeur d'une entreprise et peuvent souvent être la plus grande source d'émissions pour les entreprises. Les émissions de niveau 3 sont divisées en deux catégories principales : les activités en amont (relatives à la chaîne d'approvisionnement, c'est-à-dire les biens et services achetés ou acquis) et en aval (relatives à la chaîne de valeur des produits : utilisation des biens et services vendus) d'une entreprise. Cette PAI ne prend en compte que les activités en amont comprises dans les catégories d'émissions de GES de niveau 3. Dans le cadre du SFDR, les émissions de GES font référence aux « émissions financées ». Par exemple, si un portefeuille détient 10 % d'une société donnée, il financera 10 % de ses émissions. Pour obtenir le total, nous additionnons les émissions absolues de GES de niveau 3, puis divisons par l'EVIC pour ensuite multiplier par l'investissement pour toutes les sociétés bénéficiaires des investissements. L'EVIC en millions d'euros est fourni par FactSet. Limite des données : les émissions de carbone de niveaux 1 et 2 sont plus directement contrôlées par chacune des sociétés dans lesquelles nous investissons, tandis que les estimations de niveau 3 sont plus une estimation de l'interaction d'une société et des émissions de GES des parties prenantes situées en amont qui en résultent. En raison du manque d'informations communiquées, il est très difficile d'estimer et de quantifier les émissions de niveau 3 d'une entreprise. Il est important de noter que nous avons décidé de prendre en compte l'intensité carbone pour certaines obligations vertes approuvées en interne. Ces obligations sont uniques dans leur engagement à financer spécifiquement des projets climatiques et environnementaux, un fait qui a été validé en interne par un comité dédié de HSBC Asset Management. Les produits de ces obligations vertes financent des projets qui génèrent un impact positif sur l'environnement et/ou le climat, tels que des projets d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de transport propre, de gestion durable de l'eau, de gestion durable des déchets et de préservation de la biodiversité. Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits.</p>	<p>Nous avons inclus un chiffre pour les émissions de niveau 3, malgré nos réserves concernant la fiabilité des données. L'objectif intermédiaire que notre entité mère s'est fixé dans le cadre de l'initiative Net Zero Asset Managers porte sur l'intensité des émissions de niveaux 1 et 2. Nous pensons que les émissions de niveaux 1 et 2 de toutes les sociétés cotées représentent la majeure partie des émissions de niveau 3 des sociétés cotées. Nous avons commencé l'élaboration d'une feuille de route afin de soutenir la réalisation de notre objectif axé sur l'engagement, l'alignement net zéro des sociétés bénéficiaires des investissements et l'intégration de l'alignement net zéro dans les considérations d'investissement pour nos actions cotées et nos actifs à revenu fixe d'entreprises. Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition pour les plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.</p>
	Émissions totales de GES - Tonnes d'équivalent CO ₂	6,155,682.98	6,587,005.93	<p>Éligibilité = 51 % Couverture = 43 % Fournisseur de données : S&P Trucost</p> <p>Les émissions totales de GES (niveaux 1, 2 et 3) sont communément appelées « émissions financées ». Par exemple, si un portefeuille détient 10 % d'une société donnée, il financera 10 % de ses émissions de GES. Elles correspondent à la somme des émissions absolues de GES (niveaux 1, 2 et 3) divisée par la valeur d'entreprise, multipliée par l'investissement. Les émissions de GES sont principalement basées sur les informations communiquées par les entreprises ou, en l'absence de rapports d'une entreprise, sur des estimations faites par S&P Trucost. La valeur d'entreprise, liquidités incluses (EVIC) en millions d'euros, est fournie par FactSet. Limite des données : mauvaise couverture des émissions de GES - niveau 3 et au sein de certaines classes d'actifs de niche (notamment les émetteurs de petite capitalisation, de titres à haut rendement ou situés dans des marchés frontières ou émergents). Ces absences de données sont dues aux entreprises qui ne déclarent pas d'émissions et au fait qu'il n'est pas opportun d'estimer les émissions non déclarées pour les classes d'actifs ou sous-secteurs de niche. Cette PAI est mesurée en tonnes d'équivalent CO₂ et couvre l'ensemble du spectre des émissions de GES, et pas seulement de CO₂. C'est pourquoi nous la considérons comme parfaitement adaptée à la définition des PAI. Il est important de noter que nous avons décidé de réduire les émissions de carbone pour les obligations vertes approuvées en interne, c'est-à-dire les obligations vertes pour lesquelles le caractère vert a été établi et approuvé par un comité à part entière de HSBC Asset Management (« AM »). Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits. La même réduction (« réduction à zéro ») s'appliquera de la même manière à la position du portefeuille et aux composantes de référence correspondantes.</p>	<p>Nous pensons que l'engagement et l'objectif intermédiaire de notre entité mère dans le cadre de l'initiative Net Zero Asset Managers guideront notre démarche de réduction des émissions. Pour soutenir cet engagement, nous avons commencé l'élaboration d'une feuille de route afin de soutenir la réalisation de notre objectif, axé sur l'engagement, l'alignement net zéro des sociétés bénéficiaires des investissements et l'intégration de l'alignement net zéro dans les considérations d'investissement pour nos actions cotées et nos actifs à revenu fixe d'entreprises. Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition pour les plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.</p>

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ année 2023)	Incidence ^{1, 2} (année 2022)	Explication (	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
2. Empreinte carbone	Empreinte carbone - Tonnes de CO ₂ par million d'euros (valeur d'entreprise)	43.57	53.97	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 43% Fournisseur de données : S&P Trucost</p> <p>Cette PAI consiste à additionner les émissions de carbone (niveaux 1, 2 et 3) de l'émetteur, puis à diviser par la valeur de l'entreprise et à multiplier par la pondération de l'investissement. La valeur d'entreprise, liquidités incluses (EVIC) en millions d'euros, est fournie par FactSet. Il s'agit d'une mesure de la propriété des émissions de carbone car elle prend en compte la proportion d'émissions par investissement, par rapport à la taille totale de la valeur de l'émetteur. Toutefois, l'empreinte carbone peut fluctuer sans que les émissions de carbone ne changent en raison de l'évolution de la valeur de l'émetteur. L'empreinte carbone totale correspond à la somme de l'empreinte carbone de tous les émetteurs divisée par la valeur du portefeuille. Cette PAI est considérée comme Parfaitement adaptée compte tenu de la définition.</p> <p>Limite des données : les données sur les émissions de carbone (niveaux 1, 2 et 3) sont principalement basées sur les informations communiquées par la société, ou sur les estimations de S&P Trucost en l'absence de rapports de la société. Il convient de noter le manque de couverture des émissions de carbone de niveau 3 et de certaines classes d'actifs de niche (notamment les émetteurs de petite capitalisation, de titres à haut rendement ou situés dans des marchés frontières ou émergents). Ces absences de données sont dues aux entreprises qui ne déclarent pas d'émissions et au fait qu'il n'est pas opportun d'estimer les émissions non déclarées pour les classes d'actifs ou sous-secteurs de niche.</p> <p>Il est important de noter que nous avons décidé de réduire les émissions de carbone pour les obligations vertes approuvées en interne, c'est-à-dire les obligations vertes pour lesquelles le caractère vert a été établi et approuvé par un comité à part entière de HSBC AM. Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits. La même réduction (« réduction à zéro ») s'appliquera de la même manière à la position du portefeuille et aux composantes de référence correspondantes.</p>	L'objectif provisoire de réduction des émissions d'ici 2030 et l'ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 de notre entité mère permettront de réduire considérablement notre empreinte carbone. Pour soutenir cet engagement, nous avons commencé l'élaboration d'une feuille de route afin de soutenir la réalisation de notre objectif, axé sur l'engagement, l'alignement net zéro des sociétés bénéficiaires des investissements et l'intégration de l'alignement net zéro dans les considérations d'investissement pour nos actions cotées et nos actifs à revenu fixe d'entreprises. Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/l'OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition pour les plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.
3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements - tonnes d'équivalent CO ₂ par million d'euros de chiffre d'affaires	225.10	299.17	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 43% Fournisseur de données : S&P Trucost</p> <p>L'intensité de GES mesure la quantité d'émissions de GES (niveaux 1, 2 et 3) par million d'euros de chiffre d'affaires d'un émetteur d'un investissement financier. Il s'agit d'une mesure de l'efficacité environnementale d'un émetteur, grâce au calcul des émissions de GES de l'émetteur par rapport à sa production économique.</p> <p>Limite des données : l'intensité des émissions de GES est principalement basée sur les informations communiquées par les entreprises en matière d'émissions de GES (niveaux 1, 2 et 3) ou, en l'absence de rapports d'une entreprise, sur des estimations faites par S&P Trucost. Le manque de couverture du niveau 3 et de classes d'actifs de niche (émetteurs de petite capitalisation, de titres à haut rendement ou situés dans des marchés frontières ou émergents) est dû aux entreprises qui ne déclarent pas d'émissions et au fait qu'il n'est pas opportun d'estimer les émissions non déclarées pour les classes d'actifs ou sous-secteurs de niche. Les émissions du niveau 3 couvrent uniquement les émissions en amont. Cette PAI est mesurée en tonnes d'équivalent CO₂ et couvre l'ensemble du spectre des émissions de GES et pas seulement le CO₂. Par conséquent, nous estimons que cette mesure est parfaitement adaptée à la définition de la PAI.</p> <p>Il est important de noter que nous avons décidé de prendre en compte l'intensité carbone pour certaines obligations vertes approuvées en interne. Ces obligations sont uniques dans leur engagement à financer spécifiquement des projets climatiques et environnementaux, un fait qui a été validé en interne par un comité dédié de HSBC AM. Les produits de ces obligations vertes financent des projets qui génèrent un impact positif sur l'environnement et/ou le climat, tels que des projets d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de transport propre, de gestion durable de l'eau, de gestion durable des déchets et de préservation de la biodiversité. Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits.</p>	L'objectif que s'est fixé notre entité mère de réduire de 58 % l'intensité des émissions d'ici 2030 couvre nos participations dans des actions cotées et des obligations d'entreprises. Nous avons commencé l'élaboration d'une feuille de route afin de soutenir la réalisation de notre objectif axé sur l'engagement, l'alignement net zéro des sociétés bénéficiaires des investissements et l'intégration de l'alignement net zéro dans les considérations d'investissement pour nos actions cotées et nos actifs à revenu fixe d'entreprises. Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/l'OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition pour les plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.
4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	2.71%	3.22%	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 47% Fournisseur de données : Sustainalytics</p> <p>Pour cette PAI, la sélection des données fournies par Sustainalytics couvre l'ensemble de l'engagement des entreprises en matière de combustibles fossiles, déterminé par l'analyse de leurs revenus. Les données utilisées sont celles communiquées par l'entreprise. Cette PAI prend uniquement en considération les entreprises fortement impliquées dans le secteur des combustibles fossiles, soit celles ayant plus de 10 % de revenus générés par les combustibles fossiles. Nous considérons que cette mesure est Parfaitement adaptée compte tenu de la définition de la PAI. Sustainalytics n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI.</p>	Nous pensons que la réduction la plus importante des émissions de GES sera enregistrée par les entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles qui s'émanciperont de leur dépendance aux combustibles fossiles. C'est pourquoi nous favorisons l'engagement par le biais de plans de transition concrets plutôt que par des cessions au sein du secteur. Les engagements de neutralité carbone de notre entité mère impliqueront également la cession au fil du temps des titres de participations de sociétés qui ne mettront pas au point de solides plans de transition. Notre politique relative au charbon thermique engage les portefeuilles activement gérés à éliminer le charbon thermique d'ici 2030 pour les pays de l'UE/l'OCDE et d'ici 2040 pour les pays hors OCDE. Notre politique en matière d'énergie publiée en 2023 nous engage à évaluer les plans de transition pour les plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.
5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	67.44%	S.O	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 33% Fournisseur de données : Bloomberg</p> <p>Cette PAI représente le pourcentage de la consommation totale d'énergie d'une entreprise généré à l'aide de sources non renouvelables au cours de l'exercice. Les données utilisées sont celles communiquées par l'entreprise. Le calcul des proportions est effectué à l'aide des pourcentages directement communiqués par les sociétés ou sur la base des informations fournies par les sociétés sur la consommation totale d'énergie et la part d'énergie non renouvelable correspondante. Bloomberg n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI.</p> <p>Limite des données : malgré un univers de recherche plus vaste, seul un petit nombre de sociétés communiquent sur cet indicateur, mais nous pensons que cette difficulté devrait s'atténuer à l'avenir.</p>	Outre l'engagement pour des plans de transition concrets pour les entreprises dépendantes de sources d'énergies non renouvelables, nous recherchons également des opportunités d'investissement dans des sources d'énergie renouvelable. Les deux types d'investissement seront nécessaires pour respecter les engagements net zero de notre entité mère.

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
	Part de la consommation d'énergie non renouvelable des sociétés bénéficiaires des investissements qui provient de sources d'énergie non renouvelable, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelable, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	56.16%	51.91%	Éligibilité = 51% Couverture = 30% Fournisseur de données : Bloomberg Cette PAI représente le pourcentage de la production d'énergie non renouvelable d'une entreprise au cours de l'exercice. Les données utilisées sont celles communiquées par l'entreprise. La production totale d'énergie issue des énergies renouvelables comprend l'énergie éolienne, l'énergie solaire, la biomasse, les déchets et tous les autres types d'énergie renouvelable en gigawatts-heures (GWh). Le calcul des proportions est effectué à l'aide des pourcentages directement communiqués par les sociétés ou sur la base des informations fournies par les sociétés sur la production totale d'énergie et la part d'énergie non renouvelable correspondante. Bloomberg n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI. Limite des données : malgré un univers de recherche plus vaste, seul un petit nombre de sociétés communiquent sur cet indicateur, mais nous pensons que cette difficulté devrait s'atténuer à l'avenir. Il convient de noter que ces données sont disponibles uniquement pour le secteur des services publics.	Voir ci-dessus
	Part de la production d'énergie non renouvelable des sociétés bénéficiaires des investissements qui provient de sources d'énergie non renouvelable, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelable, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	70.09%	24.61%	Éligibilité = 51% Couverture = 1% Fournisseur de données : Bloomberg Cette PAI représente le pourcentage de la production d'énergie non renouvelable d'une entreprise au cours de l'exercice. Les données utilisées sont celles communiquées par l'entreprise. La production totale d'énergie issue des énergies renouvelables comprend l'énergie éolienne, l'énergie solaire, la biomasse, les déchets et tous les autres types d'énergie renouvelable en gigawatts-heures (GWh). Le calcul des proportions est effectué à l'aide des pourcentages directement communiqués par les sociétés ou sur la base des informations fournies par la société sur la production totale d'énergie et la part d'énergie non renouvelable correspondante. Bloomberg n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI. Limite des données : malgré un univers de recherche plus vaste, seul un petit nombre de sociétés communiquent sur cet indicateur, mais nous pensons que cette difficulté devrait s'atténuer à l'avenir. Il convient de noter que ces données sont disponibles uniquement pour le secteur des services publics.	Voir ci-dessus
6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires des investissements, par secteur à fort impact climatique - GWh par million d'euros de chiffre d'affaires	1.03	0.88	Éligibilité = 51% Couverture = 14% Fournisseur de données : Bloomberg, S&P Trucost Les données utilisées sont celles communiquées par l'entreprise. Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires des investissements, par secteur à fort impact climatique selon la classification des activités de la Nomenclature statistique des activités économiques (NACE). La NACE est la classification statistique européenne des activités économiques. Limite des données : malgré un univers de recherche plus vaste, seul un petit nombre de sociétés communiquent sur cet indicateur, mais nous pensons que cette difficulté devrait s'atténuer à l'avenir.	Les objectifs de réduction de l'intensité des émissions de notre entité mère appellent un effort particulier sur la consommation de combustibles fossiles, dont la consommation d'énergie, d'émetteurs dans des secteurs ayant un fort impact sur le climat. Nous nous engageons auprès des émetteurs de ces secteurs pour que la réduction de la consommation d'énergie à base de combustibles fossiles soit l'un des enjeux de notre engagement.

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante	
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	3.69%	3.34%	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 34% Fournisseur de données : Iceberg Data Lab</p> <p>Nous utilisons une estimation de la « Part des investissements effectués dans les sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones », en raison de la difficulté à établir une cartographie des sociétés bénéficiaires des investissements ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité. Une évaluation des activités des entreprises situées dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité nécessiterait une approche dans l'espace qui n'est pas encore divulguée par les entreprises et mise à la disposition des investisseurs. Dans ce contexte, nous utilisons une estimation pour évaluer les impacts les plus importants des entreprises sur la biodiversité. Nous nous appuyons sur la méthodologie d'Iceberg Data Lab, qui évalue tous les impacts importants sur la biodiversité, calculée et étayée par des cadres scientifiques robustes (fonctions de dommage, facteurs de pression), et traduite en un indicateur d'Empreinte biodiversité des entreprises (CBF) qui reflète l'empreinte annuelle de biodiversité d'une société, exprimée en MSA.km². L'« abondance moyenne des espèces » (MSA) est une mesure de la biodiversité qui exprime l'abondance relative moyenne des espèces indigènes dans un écosystème par rapport à leur abondance dans un écosystème non perturbé. Un score CBF est dérivé de l'indicateur CBF et reflète la performance relative d'un émetteur par rapport à ses pairs dans un secteur ou un sous-secteur donné. Ce score, sur une échelle allant de 1 (meilleur impact ou impact le plus faible sur la biodiversité) à 6 (pire ou plus grand impact sur la biodiversité), est utilisé pour effectuer un filtrage de haut niveau pour l'analyse de portefeuille et permet de comparer les résultats aux pairs du même secteur. Dans le cadre de la PAI n° 7, nous utilisons et communiquons le pourcentage d'investissements dans les sociétés bénéficiaires des investissements dont le score CBF est égal à 6.</p> <p>Limite des données : il existe des barrières méthodologiques et des limites à la méthodologie de CBF, la plus importante étant qu'elle couvre la biodiversité terrestre et seulement en partie la biodiversité marine, qui sont prises en compte dans le cadre de nombreux inventaires, examens et fonctions de dommage. En outre, certains facteurs de pression tels que les Espèces invasives ne sont pas encore modélisés, en raison de l'absence de modèles solides, mais seront développés au fil du temps. Il est important de noter qu'à ce jour, seule une petite fraction des entreprises communique sur les indicateurs ou divulgue les informations demandées par la PAI n° 7, mais nous pensons que cette difficulté devrait s'atténuer à l'avenir car certaines sociétés comptabilisent de plus en plus le capital naturel pour atténuer leurs impacts et mesurer leurs risques. Compte tenu des estimations faites et des limites des données, cette PAI est considérée comme Partiellement adaptée compte tenu de la définition.</p>	En signant l'Engagement financier en faveur de la biodiversité, HSBC Global Asset Management Ltd, l'entité phare de gestion d'actifs de HSBC, s'est engagée à œuvrer pour la protection et la restauration de la biodiversité par le biais de ses investissements. Les actions actuelles et futures comprennent : la collaboration et le partage des connaissances sur l'évaluation des méthodologies, impacts et objectifs, l'engagement avec les entreprises pour réduire les impacts négatifs et augmenter les impacts positifs sur la biodiversité, l'évaluation de l'impact de nos investissements, la définition d'objectifs pour augmenter les impacts positifs et réduire les impacts négatifs sur la biodiversité, et rendre compte chaque année de ces activités. Au cours de l'année 2023, nous avons poursuivi notre engagement auprès des sociétés sur les conséquences de leurs activités sur la biodiversité, notamment les impacts négatifs sur la biodiversité dans nos critères de vote. Nous avons sélectionné un fournisseur de données tiers pour mieux évaluer l'exposition des investissements aux risques liés à la biodiversité.
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau générées par les sociétés bénéficiaires d'investissements par million d'euros investis, exprimées en moyenne pondérée - milliers de tonnes par million d'euros investis	0.00	0.03	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 2% Fournisseur de données : Bloomberg</p> <p>Nous prenons en compte la quantité de rejets dans l'eau qui influence la qualité biophysique ou chimique de l'eau, en milliers de tonnes par million d'euros investis. Les polluants suivants sont pris en compte dans le cadre de cette mesure : émissions directes de nitrates, émissions directes de phosphate, émissions directes de pesticides, émissions directes de substances prioritaires (c'est-à-dire les métaux lourds, un grand nombre de polluants organiques liés par exemple à la demande biochimique en oxygène (DBO) et à la demande chimique en oxygène (DCO), aux composés azotés et phosphorés, aux sels solubles et aux solides en suspension). Nous considérons cet indicateur comme parfaitement adapté à la définition de la PAI telle que fournie par le régulateur, compte tenu de la correspondance des substances couvertes. Bloomberg n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI.</p> <p>Limite des données : au moins au début, nous pouvons nous attendre à des publications extrêmement hétérogènes, la plupart des entreprises n'incluant qu'un sous-ensemble de cet indicateur dans leurs rapports.</p>	La consommation et les rejets dans l'eau font partie des données ESG tierces qui éclairent notre processus d'investissement. Nous prévoyons d'inclure ces données à mesure que nous développons des scores ESG sur mesure par le biais de nos Équipes virtuelles de secteurs réparties dans toutes les catégories d'actifs et forums pour les gestionnaires de portefeuille et les analystes possédant une expertise dans le secteur concerné.
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produits par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investis, en moyenne pondérée - Milliers de tonnes par million d'euros investis	7.67	0.00	<p>Éligibilité = 51% Couverture = 14% Fournisseur de données : Bloomberg</p> <p>Le ratio de déchets dangereux est mesuré en tonnes de déchets dangereux générés par une entreprise. Conformément à la définition de l'UE, les points de données incluent à la fois les déchets dangereux et radioactifs, comme indiqué par les entreprises. Nous considérons cet indicateur comme parfaitement adapté à la définition de la PAI telle que fournie par le régulateur, compte tenu de la correspondance des substances couvertes. Bloomberg n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI.</p> <p>Limite des données : au moins au début, nous nous attendons à des publications extrêmement hétérogènes, la plupart des entreprises n'incluant qu'un sous-ensemble de cet indicateur dans leurs rapports.</p>	Nous avons évalué la disponibilité de données tierces sur les déchets nocifs à inclure dans nos outils de données ESG. Nous prévoyons d'inclure ces données, le cas échéant, dans notre processus d'investissement.

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1, 2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
Questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	0.82%	0.94%	Éligibilité = 51% Couverture = 47% Fournisseur de données : Sustainalytics Nous nous appuyons sur Sustainalytics pour évaluer les principes du Pacte mondial des Nations unies et les principes directeurs de l'OCDE, afin que les entreprises qui enfreignent ouvertement les principes du Pacte mondial des Nations unies soient prises en compte dans le cadre de cette PAI. À l'inverse, les sociétés signalées sur la Liste de surveillance font l'objet d'une surveillance étroite, mais ne sont pas encore considérées comme ouvertement en violation des principes qui sont selon nous requis par la réglementation. Compte tenu de la portée des principes et normes couverts, nous considérons ce point de données comme parfaitement adapté à la définition de cette PAI. Limite des données : nous ne pouvons pas toujours garantir l'exactitude, l'actualité ou l'exhaustivité des données fournies par le fournisseur. Si nécessaire, nous enquêtons pour vérifier l'exactitude des violations avant de prendre une décision. Lorsque nous ne sommes pas d'accord avec les évaluations du fournisseur, nous ajoutons nos recherches exclusives et nos conclusions aux filtres d'exclusion appliqués.	Nous faisons appel à un fournisseur de données tiers pour identifier les violations présumées par les émetteurs du Pacte mondial des Nations unies et d'autres normes internationales. Une diligence raisonnable renforcée est mise en œuvre lorsqu'ils sont détenus dans des stratégies d'investissement fondamentales actives, ce qui entraîne dans certains cas des exclusions ou des limites à l'investissement.
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0.36%	4.76%	Éligibilité = 51% Couverture = 38% Fournisseur de données : MSCI L'objectif de la PAI n° 11 est de recueillir des preuves, ou l'absence de preuves, des mécanismes des entreprises et des efforts de diligence raisonnable visant à surveiller la conformité aux principes du Pacte mondial des Nations unies et aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. La PAI n° 11 tient compte de plusieurs points de données brutes communiqués par des entreprises et venant de données publiques : adhésion à une organisation sectorielle – droits du travail, politique de liberté d'association des salariés, normes de travail de l'OIT, principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, déclaration de transparence relative à la Loi sur l'esclavage moderne, politique de travail forcé, politique de travail des enfants et signataire du Pacte mondial des Nations unies. Si la réponse à l'un des champs ci-dessus est « Oui », l'entreprise est considérée comme étant dotée d'un processus de surveillance des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Limite des données : cet indicateur est une interprétation des principes et directives en question basée sur la méthodologie de Bloomberg et des données sous-jacentes fournies par la société elle-même ou provenant de sources publiques. Les résultats réels peuvent donc varier. Cet indicateur ne constitue ni ne remplace une opinion juridique, une évaluation juridique, un conseil juridique ou toute autre déclaration d'expert sur l'existence d'une violation.	Nous faisons appel à un fournisseur de données tiers pour identifier l'absence de politiques relatives au Pacte mondial des Nations unies et à d'autres normes internationales par les émetteurs, bien que toute diligence raisonnable soit fondée sur des violations présumées en vertu du point 10 ci-dessus. La prise en compte des droits de l'homme a été ajoutée aux activités de gérance de HSBC Asset Management.
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	15.80%	15.40%	Éligibilité = 51% Couverture = 6% Fournisseur de données : Bloomberg L'écart de rémunération moyen entre les hommes et les femmes non corrigé des sociétés bénéficiaires d'investissements correspond à la différence exprimée entre les revenus (moyens ou médians) des hommes et des femmes, y compris au sein de la direction parmi les effectifs, indépendamment des spécificités des travailleurs ou de l'intitulé du poste. L'analyse non corrigée offre une vue globale pour évaluer l'éventuelle disparité salariale, puisqu'elle tient compte de l'allocation des employés dans tous les postes. L'analyse n'est pas impactée par les différences telles que la qualification et l'intitulé du poste, qui peuvent elles-mêmes résulter d'une discrimination. Elle peut révéler, par exemple, des lacunes dans la représentation des femmes occupant des postes de direction. Nous utilisons le pourcentage d'écart de rémunération entre les hommes et les femmes pour le nombre total d'employés, y compris la direction de l'entreprise. Ce pourcentage représente la rémunération des femmes par rapport à celle de leurs homologues masculins. Nous considérons cette PAI comme Parfaitement adaptée compte tenu de la définition de cette PAI. Limite des données : seule une faible part des entreprises déclarent des données sur les écarts de rémunération entre les sexes, et toutes ces déclarations ne sont pas sous la même forme, mais nous pouvons nous attendre à ce que cette part augmente à l'avenir.	Nous votons en faveur des résolutions des actionnaires appelant à la transparence sur les écarts de rémunération entre les sexes. La question de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est incluse dans les données ESG qui éclairent notre processus d'investissement. Ces données nous permettent également d'éclairer notre engagement auprès des sociétés. Nous encourageons la mesure et la transparence sur les questions relatives aux écarts de rémunération afin d'améliorer la diversité, l'équité et l'inclusion.
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	32.47%	29.57%	Éligibilité = 51% Couverture = 41% Fournisseur de données : Bloomberg Pourcentage de femmes au Conseil d'administration, tel que communiqué par la société. Europe : lorsque la société dispose d'un Conseil de surveillance et d'un Comité de direction, il s'agit du pourcentage de femmes au sein du Conseil de surveillance. Ces données sont annualisées, sur la base de l'exercice considéré. Cette PAI est Parfaitement adaptée à la définition de cette PAI. Bloomberg n'utilise pas de modèles d'estimation pour couvrir cette PAI. Limite des données : en l'absence de données pertinentes, une estimation de la médiane du secteur a été prise en compte conformément à la méthodologie de HSBC Asset Management.	La mixité au sein des organes de gouvernance est une problématique importante dans notre engagement auprès des émetteurs, et nous nous engageons en faveur de la diversité au sein des équipes de direction, des cadres supérieurs et du conseil d'administration. Nous participons à des initiatives collaboratives encourageant la mixité au sein des organes de gouvernance dans certains marchés clés. C'est un thème important lors des votes.

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante	
14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0.01%	0.00%	Éligibilité = 51% Couverture = 51% Fournisseur de données : ISS ESG Nous nous appuyons sur ISS ESG pour écarter les entreprises pour lesquelles il existe de fortes suspicions d'implication dans la production ou la distribution de mines anti-personnel, d'armes à sous-munitions, d'armes chimiques ou d'armes biologiques. Sur la base de la couverture ISS de l'univers d'investissement, cette PAI suppose que la couverture est équivalente à l'éligibilité. Limite des données : l'implication dans certaines catégories d'armes telles que les armes biologiques et chimiques, les lasers aveuglants et les fragments non détectables reste au mieux incomplète. Mais il n'y a pas d'alternative pour le moment. Il convient de noter que les dossiers impliquant des armes chimiques et biologiques sont très inhabituels et ont tendance à concerner des entreprises publiques ou privées. Néanmoins, nous considérons cette PAI comme parfaitement adaptée à la définition des PAI.	Nous excluons des portefeuilles actifs, systématiques et indiciels que nous gérons les titres émis par des sociétés impliquées dans des armes interdites par certaines conventions internationales. Ces armes incluent : les mines antipersonnel, les armes biologiques, les lasers aveuglants, les armes chimiques, les armes à sous-munitions et les fragments non détectables. Les portefeuilles actifs et systématiques durables excluent également les émetteurs impliqués dans la production d'armes controversées ou de leurs composants clés, y compris, mais sans s'y limiter, les armes à uranium appauvri et au phosphore blanc lorsqu'ils sont utilisés à des fins militaires.	
Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains et supranationaux						
Environnementaux	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement - Kilotonnes par unité de PIB (en millions d'euros)	347.61	240.76	Éligibilité = 15% Couverture = 14% Fournisseur de données : S&P Trucost Cet indicateur est mesuré comme le niveau d'émissions territoriales de GES (en kilotonnes, Kton) par unité de produit intérieur brut (PIB) (en millions d'euros, M€). Les données relatives au PIB des pays bénéficiaires des investissements proviennent du FMI (source publique), tandis que les émissions de carbone proviennent de S&P Trucost. Les intensités sont ensuite calculées sous la forme d'un simple ratio entre les émissions et le PIB pour la dernière année disponible. Cet indicateur inclut les émissions territoriales et d'importation de GES moins les émissions d'exportation de GES. Limite des données : nous considérons cette mesure comme étant partiellement adaptée car nous excluons « l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie » (UTCATF) de la comptabilité des émissions territoriales de GES, compte tenu de l'incertitude des chiffres. L'UTCATF est une catégorie importante des émissions de GES en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le secteur de l'UTCATF couvre les émissions et l'élimination des gaz à effet de serre résultant de l'utilisation directe des terres par l'homme, du changement d'affectation des terres et des activités forestières. Le carbone est absorbé par les forêts et les prairies, tandis que les émissions de carbone se produisent sur les terres agricoles et naturelles existantes (par exemple, les prairies) qui sont converties en terres agricoles ou en zones habitées. Il est important de noter que nous avons décidé de réduire les émissions de carbone de certaines obligations vertes approuvées en interne et émises par des États opérant dans le secteur des combustibles fossiles. Ces obligations sont uniques dans leur engagement à financer spécifiquement des projets climatiques et environnementaux, un fait qui a été validé en interne par un comité dédié de HSBC Asset Management. Les produits de ces obligations financent des projets qui génèrent un impact positif sur l'environnement et/ou le climat, tels que des projets d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de transport propre, de gestion durable de l'eau, de gestion durable des déchets et de préservation de la biodiversité. Cette option a été choisie en l'absence d'une évaluation plus précise et systématique qui consisterait à appliquer à l'obligation concernée des émissions de GES réduites en fonction des projets financés/de l'utilisation des produits.	Les émetteurs souverains font partie de notre portefeuille ambitieux qui doit nous permettre d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Les données portant sur les émissions liées aux émetteurs souverains sont incluses dans les données ESG tierces disponibles que nous prenons en compte dans notre processus d'investissement. Au fil du temps, les équipes virtuelles de secteurs évalueront dans quelle mesure ces données doivent être utilisées dans nos propres notations sur mesure.
Sociaux	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	0	1	Éligibilité = 13% Couverture = 12% Fournisseur de données : Sustainalytics Nous nous appuyons sur l'analyse des risques pays de Sustainalytics, qui inclut les risques sur le plan social tels que les conflits civils ou transnationaux, la répression de l'État, les crimes avec violence et les droits et la discrimination au travail. Sustainalytics retient les événements les plus controversés sur le plan social auxquels un pays fait face et qui sont interprétés comme susceptibles d'affecter la prospérité et le développement économique d'un pays ainsi que sa capacité à gérer son patrimoine de manière efficace et durable. Au niveau de l'événement, l'impact global sur les parties prenantes et l'environnement est évalué en fonction des Scores de sévérité des incidents ainsi que du risque pour le capital humain d'un pays. Les impacts d'un incident sont résumés dans un Score de sévérité, qui mesure la profondeur (le degré d'impact), l'étendue (la portée de l'impact) et la durée (la durée probable) d'un incident. Nous prenons en considération et communiquons uniquement les événements les plus graves (catégorie 5) correspondant à des Violations de normes sociales dans l'esprit de la réglementation. Les données fournies par Sustainalytics sont considérées comme Parfaitement adaptées aux exigences de cette PAI.	Nos fournisseurs de données ESG tiers incluent des facteurs sociaux dans leur évaluation des émetteurs souverains, qui peut être incluse dans notre processus d'investissement. Nous explorons la portée pour développer notre utilisation de ces données dans un cadre ESG dédié pour les émetteurs souverains.

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	0.00%	0.84%	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus

Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers

Combustibles fossiles	17. Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	Part d'investissement dans des actifs immobiliers utilisés pour l'extraction, le stockage, le transport ou la production de combustibles fossiles	S.O	S.O.	Éligibilité = 0 %	
Efficacité énergétique	18. Exposition à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Part d'investissement dans des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	S.O.	S.O.	Éligibilité = 0 %	

Autres indicateurs relatifs aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Tableau 2

Indicateurs climatiques, et autres indicateurs liés à l'environnement, supplémentaires

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Incidence négative sur des facteurs de durabilité (qualitative ou quantitative)	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
---	---	-------------------	--	--	-------------	--

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés

INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Émissions	4. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris	29.52%	39.89%	Éligibilité = 51% Couverture = 35% Fournisseur de données : Bloomberg Indique un manque d'initiatives de réduction des émissions de carbone par l'entreprise aux fins du respect de l'Accord de Paris. L'Accord de Paris définit un cadre global pour éviter les changements climatiques dangereux en limitant le réchauffement climatique à une température bien inférieure à 2 °C et en cherchant à le limiter à 1,5 °C. Limite des données : à l'heure actuelle, seule une fraction des entreprises s'est engagée en faveur d'initiatives de réduction des émissions de carbone, mais nous pouvons nous attendre à ce que cette fraction augmente à l'avenir. Nous considérons cette mesure comme parfaitement adaptée à la définition de cette PAI.	Nous pensons que la réduction la plus importante des émissions de GES sera réalisée par les entreprises qui s'émancipent de leur dépendance aux combustibles fossiles. C'est pourquoi nous favorisons l'engagement par le biais de plans de transition concrets plutôt que par des cessions. Les engagements net zero de notre entité mère impliqueront également la cession au fil du temps des titres de participations des sociétés qui ne mettront pas au point de solides plans de réduction des émissions de carbone. Dans le cadre de notre Politique énergétique, nous nous engageons à évaluer les plans de transition des plus grands émetteurs de pétrole et de gaz et de services publics détenus dans nos portefeuilles.
-----------	---	--	--------	--------	---	---

Tableau 3

Indicateurs supplémentaires liés aux questions sociales et de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Incidence négative sur des facteurs de durabilité (qualitative ou quantitative)	Élément de mesure	Incidence ¹ (année 2023)	Incidence ^{1,2} (année 2022)	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
---	---	-------------------	--	--	-------------	--

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Droits de l'homme	9. Absence de politique en matière de droits de l'homme	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique en matière de droits de l'homme	37.65%	38.57%	Éligibilité = 51% Couverture = 40% Fournisseur de données : Bloomberg Cette PAI se concentre sur les investissements dans des sociétés qui ne disposent pas d'une politique ou d'un programme en matière de droits de l'homme. Limite des données : à l'heure actuelle, seule une fraction des entreprises publient des politiques en matière de droit de l'homme, mais nous pouvons nous attendre à ce que cette fraction augmente à l'avenir. Nous considérons que cette mesure est parfaitement adaptée à la définition de cette PAI.	Les violations potentielles des droits de l'homme font partie des problématiques surveillées par notre fournisseur de données tiers qui identifie les violations présumées par les émetteurs du Pacte mondial des Nations unies et d'autres normes internationales. Une diligence raisonnable renforcée est mise en œuvre lorsque ces violations sont constatées dans des stratégies d'investissement fondamentales actives. Nous nous engageons auprès des sociétés en portefeuille pour encourager le développement et l'application de politiques efficaces en matière de droits de l'homme et de gestion des risques.
-------------------	---	---	--------	--------	--	---

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.

Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Nous reconnaissons que les risques liés à la durabilité peuvent entraîner des résultats ayant une incidence négative sur la valeur des produits financiers. Nous visons donc à intégrer les questions importantes de durabilité dans notre processus d'investissement tout en cherchant à atténuer les incidences négatives. Nous soutenons les principes du Pacte mondial des Nations unies et avons élaboré des politiques et des déclarations sur les armes interdites, le charbon thermique et l'énergie au sein de notre cadre d'investissement responsable qui décrivent plus en détail notre approche, notamment la manière dont nous intégrons les risques et les opportunités associés, notre objectif d'engagement et nos activités de collaboration. Les informations à ce propos sont disponibles sur notre site Web.

<https://www.assetmanagement.hsbc.lu/en/professional-clients/about-us/responsible-investing/policies>

Lorsqu'un produit prend en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité, leur hiérarchie dépend des objectifs en matière de durabilité ou des caractéristiques E et S du produit.

Ces politiques s'appliquent également lorsque nous agissons en tant qu'acteur des marchés financiers (gestionnaire d'investissement) ou conseiller financier. Elles ont été approuvées et sont examinées par le Forum sur le développement durable de HSBC Global Asset Management Ltd, qui est composé de notre PDG monde, de notre directeur des systèmes d'information, de nos responsables des risques, de notre service juridique et durabilité, comme suit : armes interdites (juin 2023), énergie (novembre 2023) et charbon thermique (novembre 2023). La fonction Investissements est responsable de la mise en œuvre de ces politiques, qui sont supervisées par notre comité ESG des catégories d'actifs et le comité d'investissement ESG. Leur mise en œuvre s'appuie sur une série de sources de données pour façonner l'intégration des facteurs ESG dans notre processus d'investissement et l'évaluation des principales incidences négatives. Parmi elles, citons MSCI, ISS, S&P Trucost, Bloomberg et Sustainalytics. Nous reconnaissons que la fiabilité et la disponibilité des données peuvent varier d'un indicateur d'incidence à un autre et d'une région à une autre. La réponse à cette problématique peut prendre du temps, car les exigences de communication des données sous-jacentes diffèrent selon les marchés et les types d'émetteurs, et la normalisation de la communication n'est pas inévitable. Nous nous appuyons également sur notre plateforme mondiale d'analystes en investissement et nos activités d'engagement pour façonner notre évaluation des risques liés aux incidences négatives de nos investissements. Nous avons sélectionné des indicateurs pour identifier et évaluer les PAI afin de refléter les sources de données que nous utilisons dans nos propres processus d'investissement et/ou les données disponibles aux acteurs du marché dans un format cohérent et comparable avec une couverture suffisamment large.

Politiques d'engagement

Nous croyons fermement à l'impact et à l'efficacité de l'engagement comme moyen d'encourager l'amélioration des pratiques des entreprises et nous nous engageons donc activement auprès des sociétés dans lesquelles nous investissons. Si les sociétés présentent des risques en matière de durabilité, nous pouvons décider de ne pas détenir leurs titres. Nous nous engageons directement auprès des équipes de direction des sociétés pour soulever les questions qui nous préoccupent. Notre Plan de gérance définit notre approche et est disponible sur notre site Web. Nous nous engageons auprès des membres du conseil d'administration, de la direction et des responsables pour garantir la durabilité financière à long terme des émetteurs. Nous utilisons les droits de vote en reconnaissance du développement positif de l'entreprise, pour encourager les changements de comportements, et nous demandons des comptes aux dirigeants d'entreprise qui ne répondent pas à nos attentes. Nous nous appuyons sur l'ensemble des données internes et externes sur les incidences négatives pour éclairer notre approche de l'engagement. Nous disposons d'une procédure de remontée bien établie avec une gamme d'outils d'engagement au cas où la réaction des entreprises/émetteurs n'est pas suffisante ou si les incidences négatives ne sont pas réduites. Notre Plan de gérance détaille également notre approche en matière de hiérarchisation des sujets d'engagement et comprend un certain nombre d'indicateurs d'incidence négative pris en compte dans notre engagement. Cela inclut : les émissions de gaz à effet de serre, les impacts de la transition climatique sur le travail et sur le plan social, la perte de biodiversité, les violations potentielles des droits de l'homme, les inégalités entre les sexes et les inégalités économiques.

Références aux normes internationales

Nous nous engageons à appliquer et à promouvoir des normes mondiales et nous croyons en une action collaborative pour relever les défis du développement durable au niveau mondial. Nos politiques et déclarations font référence aux normes internationales suivantes :

Engagement financier en faveur de la biodiversité ;
Normes du travail de l'Organisation internationale du travail ;
Pacte mondial des Nations unies ;
Principes pour l'investissement responsable des Nations unies ;
Déclaration universelle des droits de l'homme ;
Accord de Paris sur le climat.

L'ambition de notre entité mère, dans le cadre de son engagement envers l'initiative Net Zero Asset Managers, nous oblige à prendre toutes les mesures possibles pour atteindre l'objectif des 1,5 degré tel que visé dans l'Accord ; des indicateurs relatifs aux émissions de gaz à effet de serre ci-dessus sont utilisés pour mesurer l'alignement sur cet objectif. Nous utilisons plusieurs sources de données qui seront ensuite utilisées pour l'intégration des facteurs ESG dans notre processus d'investissement et l'évaluation des PAI. Parmi elles, citons MSCI, ISS, S&P Trucost, Bloomberg et Sustainalytics. La couverture et la transparence des données peuvent être limitées, nous cherchons à développer nos propres notations sur mesure. Nous n'avons pas inclus de scénario prospectif sur le climat, car nous continuons à évaluer les méthodologies à employer dans notre processus d'investissement. Cependant, pour quantifier les effets du changement climatique sur nos produits, nous testons le modèle MSCI Climate Value-at-Risk, qui produit une estimation de la valeur présente nette des prévisions de coûts et d'opportunités futurs de chaque société jusqu'en 2050, en utilisant les modèles de coûts et d'opportunités de transition et jusqu'en 2100, en utilisant les modèles de coûts des risques physiques pour les scénarios tiers concernés sur le climat.

Comparaison historique

Du fait que la couverture des données, la méthode de calcul et les fournisseurs évoluent en permanence, les méthodes de calcul des chiffres passés et actuels peuvent différer. De plus amples informations sont disponibles sur demande.

1A. Les produits dérivés ne sont pas inclus dans le calcul des indicateurs des Principales incidences négatives en raison du caractère limité des données, mais ils sont pris en compte pour les calculs d'éligibilité et de couverture. De plus amples informations sur la méthodologie de calcul des PAI sont disponibles sur notre site internet.

1B. Les valeurs des PAI ont été calculées pour les produits passifs sur la base des participations sous-jacentes au cours de la période de référence. Toutefois, les fonds gérés passivement ne détiendront que des titres inclus dans l'indice concerné. Le gestionnaire d'investissement n'a par ailleurs pas pris en compte les PAI de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

2. « Éligible » désigne les participations correspondant (de sociétés, d'État ou immobilières) aux indicateurs des Principales incidences négatives en question et « couvert » désigne les participations éligibles pour lesquelles des données sous-jacentes pertinentes ont été obtenues ou estimées.